



La politique extérieure chinoise au Moyen-Orient

Martina Bassan

► To cite this version:

Martina Bassan. La politique extérieure chinoise au Moyen-Orient. China Analysis, 2013, 43, pp.41 - 45. hal-03460835

HAL Id: hal-03460835

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460835>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



9. La politique extérieure chinoise au Moyen-Orient

Martina Bassan

Source :

Niu Xinchun⁸⁰, « Caractéristiques et tendances futures de la politique au Moyen-Orient », *Xiandai guoji guanxi*, décembre 2012, p. 39-46.

Niu Xinchun, directeur du département Afrique et Asie occidentale du *think tank* du ministère de la Sécurité d'Etat, nous présente une longue analyse des soulèvements politiques qui ont eu lieu au Moyen-Orient au début 2011 et de leur retombées potentielles en termes de politique étrangère. D'après le chercheur, ces révoltes sont le résultat de la libération de forces religieuses, sociales et individuelles longtemps opprimées. Contrairement aux mouvements politiques précédents, elles ne sont pas le résultat d'une lutte idéologique mais plutôt celui d'une insatisfaction populaire

soudainement manifestée, qui a finalement mené aux changements politiques récents ou à l'œuvre. Cette forme de protestation populaire a une signification historique importante, dans la mesure où elle a déclenché le processus de modernisation de toute la région moyen-orientale. Cependant, les fragilités des pays impliqués risquent de prolonger la phase de transition extrêmement délicate qui dure depuis déjà deux ans.

La voie difficile vers la stabilisation

Selon Niu, le réveil d'une conscience nationale, religieuse et civile a ouvert une « boîte de Pandore » (潘多拉的盒子, *Panduola de hezi*). La transition politique à venir s'annonce difficile, notamment en raison de trois caractéristiques de la situation postrévolutionnaire : l'affaiblissement du pouvoir politique central et le conflit entre laïcisation et islamisation ; la recherche de leur identité par les populations concernées ; la multiplication des voix et des pensées au niveau politique et de la société civile.

Dans une longue analyse des pays concernés, Niu souligne la nécessité de construire au plus vite des systèmes politiques et économiques stables. Il met en évidence les contradictions de cette phase de transition et la compare à la « destruction créatrice » (创造性破坏, *chuangzaoxing pohuai*) de Schumpeter : la recherche d'un équilibre entre modernisation et renaissance de l'islam politique requiert encore une longue période de compétition, de conflits et de compromis. C'est un passage obligatoire pour que puisse prendre forme « une culture politique moderne aux couleurs moyen-orientales » (具有中东特色的现代政治文化, *juyou zhongdong tese de xiandai zhengzhi wenhua*).

La mise en place de systèmes démocratiques à partir des modèles occidentaux constitue une première étape. Mais ces systèmes

⁸⁰ Niu Xinchun est le directeur du département Afrique et Asie occidentale du CICIR (China Institute of Contemporary International Relations), ses domaines de recherche comprennent aussi la diplomatie américaine, la politique au Moyen-Orient, les relations entre la Chine et les États-Unis et les États-Unis et Taïwan.

doivent être adaptés aux réalités locales : si l'Europe a réussi à développer des politiques démocratiques sur la base de l'identification nationale, au Moyen-Orient, il faut tenir compte des identités tribales et religieuses et de ce que l'auteur appelle une « mosaïque d'identités collectives » (马赛克式的认同困局, *masaïke shi de rentong kunju*). Dans ces pays, nous dit-il, les appartenances tribales, religieuses et nationales demeurent encore aujourd'hui la principale source de conflit dans le processus d'identité nationale⁸¹. Face à cette situation, le risque est que « le processus politique n'ait pas les moyens de résoudre les conflits ethniques ». Pour ces raisons, on ne peut appliquer directement les méthodes occidentales. La stabilité au Moyen-Orient doit passer par des réformes graduelles, inscrites dans un cadre plus large de mise en place de systèmes démocratiques contemporains adaptés à l'environnement local. C'est pourquoi la « première leçon que le Moyen-Orient doit fournir, c'est la mise en place d'un système politique fondé sur les partis » pour « reconstruire une conscience nationale ».

Une situation régionale caractérisée par un retrait américain et un affaiblissement israélien

Les nouvelles configurations internes de ces pays ont directement influencé leur politique extérieure, ce qui a mené à une reconfiguration importante de la structure stratégique régionale.

Tout d'abord, le recul des États-Unis est une variable importante. Les mouvements de révolte populaires arabes ont, selon Niu, affaibli

l'influence des États-Unis dans la région. Avec l'implication croissante de la société dans les décisions de politique étrangère, les relations d'alliance de Washington avec les gouvernements locaux – sur lesquels s'appuyaient leurs capacités d'actions dans le passé – sont fortement menacées. Auparavant, la configuration de pouvoir au Moyen-Orient était la suivante : « les États-Unis dominaient, Israël les soutenait, l'Union africaine coopérait, les trois équilibraient l'Iran ». À présent, l'Égypte et l'Arabie Saoudite « ont largement pris leurs distances par rapport aux États-Unis » et, d'après Niu, « si les États-Unis ont de nouveau l'intention de mener une guerre au Moyen-Orient, ils se retrouveront privés de l'assistance de certains pays arabes ». Après avoir gagné les élections en 2008, Barack Obama avait déjà pris la décision de réduire la présence américaine au Moyen-Orient. Au moment de l'intervention militaire en Libye, Washington s'était également limité à accorder son soutien aux puissances européennes. En Syrie, les États-Unis ont redoublé d'efforts pour éviter toute intervention militaire. Après la chute d'Hosni Moubarak, les États-Unis ont adopté « une attitude de laisser-faire » (听之任之, *tingzhi renzhi*) en évitant d'intervenir dans toute situation critique. À la fin du premier mandat d'Obama, le retrait stratégique du Moyen-Orient et la volonté de limiter les responsabilités américaines dans la région ont aussi causé la détérioration des relations avec Israël, seule superpuissance militarisée de la région. Par conséquence, la capacité d'action d'Israël est extrêmement réduite. L'affaiblissement de l'influence de ce pays et le fort sentiment de haine qu'il inspire dans les sociétés civiles des pays voisins sont des facteurs qui viendront amplifier les restrictions auxquelles l'État hébreu doit faire face. Sans le soutien de Washington, et parallèlement à la croissance d'une puissante « opinion populaire » (民意, *minyì*), les capacités d'intervention du pays dans la région sont limitées. C'est pour cette raison

⁸¹ À titre d'exemple, en Arabie Saoudite, les sunnites représentent 85 %, les chiites 15 % ; au Bahreïn les chiites 70 % et les sunnites 30 %, en Iran les chiites 91 % et les sunnites 7,8 %. Les zaydites chiites du Yémen et les sunnites représentent chacun 50 % de la population, et il existe entre ces deux factions une longue histoire de guerre civile.

que, deux ans après le printemps arabe, Israël reste « prudent » (谨小慎微, *jǐnxiǎoshēnwēi*) et garde un « silence stratégique » (战略沉默, *zhànluè shēnmò*). À présent, tous les pays voisins d'Israël sont en révolte, de Gaza au Sināi, de la Jordanie au Liban, ce sont « toutes des menaces potentielles auxquelles Israël doit faire face ».

À la recherche d'un leader régional au Moyen-Orient

Entre nouvelles configurations intérieures et variables externes, la configuration stratégique au Moyen-Orient est entrée dans une nouvelle phase caractérisée par un état de « vacance de pouvoir » (权力真空状态, *quánlì zhēnkōng zhhuāntāi*). Bien que la pression importante de la société civile sur les affaires domestiques et la montée du niveau d'initiative et d'indépendance en politique étrangère soient des phénomènes indiscutables, aucune action commune des pays arabes sur la scène internationale n'a pris place. Le problème principal demeure en effet l'absence d'un pays qui puisse assumer un *leadership* régional.

- L'Égypte a longtemps maintenu une politique extérieure de proximité avec les États-Unis mais, après l'arrivée au pouvoir du président Morsi, en 2012, le pays a pris ses distances avec Washington. Le choix de Pékin comme destination de la première visite officielle à l'étranger de Morsi est significative. Niu cite un sondage public réalisé par l'université du Maryland en mai 2012, selon lequel 97 % des Égyptiens voient Israël

comme la principale menace, « ce qui rend difficile toute alliance avec les États-Unis ». Or, l'Égypte, souligne le chercheur, dépend beaucoup des États-Unis et de son aide militaire. Cela signifie que le nouveau gouvernement doit trouver une voie intermédiaire entre le sentiment anti-américain et le soutien de Washington. Par ailleurs, l'Égypte n'a pas les moyens d'une confrontation militaire avec Israël, et sa sécurité et sa stabilité dépendent directement de ses relations avec Tel Aviv.

En résumé, en raison de la dépendance économique du pays à l'assistance étrangère, de son retard militaire sur Israël, de l'instabilité politique intérieure qui mine le pays, et des conflits idéologiques qui l'opposent à l'Arabie Saoudite, l'Égypte ne peut prétendre à l'heure actuelle, selon Niu, au statut de leader régional.

- Selon l'auteur, bien que l'Arabie Saoudite possède une certaine puissance et aspire à s'engager dans la diplomatie, son environnement territorial n'est pas favorable à son émergence en tant que leader régional. Sans nier le rôle que ce pays joue dans la stabilité de la région (notamment au sein du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), le fait qu'elle soit devenue « la faction conservatrice et réactionnaire du monde arabe » et qu'elle devra nécessairement faire face à la pression de réformes internes limite son influence future. Le pays continuera de privilégier une diplomatie de préservation et de défense passive.

« Entre nouvelles configurations intérieures et variables externes, la configuration stratégique au Moyen-Orient est entrée dans une nouvelle phase caractérisée par un état de « vacance de pouvoir. »

- La Turquie est une puissance économique régionale, dans une position géographique favorable. À la suite de son élection, Erdogan avait lancé la « diplomatie du zéro problème » (零问题外交, *ling wenti waijiao*), laquelle a échoué en raison de l'intensification des tensions entre chiïtes et sunnites dans la région. À la suite d'une aggravation des relations entre Israël et les pays arabes, la Turquie a dû finalement prendre position et a rallié les musulmans sunnites. La diplomatie du zéro problème s'est ainsi transformée en « diplomatie du zéro voisinage » (零邻居外交, *linglinju waijiao*). Les relations de la Turquie avec tous les pays du sud de la région se sont détériorées, y compris avec Israël, l'Iran, la Syrie et l'Irak. Depuis, la Turquie s'est de nouveau tournée vers l'Égypte, « à laquelle elle a promptement offert de l'aide dans un moment de difficultés économiques, dans l'espoir de pouvoir faire d'elle son alliée dans sa politique au Moyen-Orient ». Néanmoins, d'après Niu, le « rêve de la Turquie de devenir une puissance leader au Moyen-Orient est de plus en plus lointain ».
- Enfin, bien que l'Iran n'ait pas été influencé directement par les révoltes populaires arabes, sa position dans la structure du pouvoir au Moyen-Orient est, selon Niu, en déclin. Le sort de ce pays est d'une part lié à celui de la Syrie, son allié le plus proche dans le monde arabe, appelé même par Niu la « station de transfert » (中转站, *zhongzhuanzhan*) de l'influence iranienne dans la région. D'autre part, le durcissement des sanctions américaines vis-à-vis des exportations iraniennes en ressources naturelles a aggravé la situation économique du pays. L'impasse relative dans

laquelle se trouvent les questions nucléaire et syrienne oblige Téhéran à focaliser toute son énergie sur ces problématiques. C'est pourquoi, en l'état actuel des choses, l'Iran ne peut prétendre au leadership régional.

La Chine se positionne au sein de cette « vacance de pouvoir »

En conclusion, Niu répète que la diminution des capacités d'influence des États-Unis et l'absence d'un leader régional provoquent une « vacance d'autorité » dans la région. Bien que de nombreux problèmes persistent, les mouvements de révolte arabes sont entrés dans une phase de stabilisation. La configuration géographique et politique du monde arabe a déjà changé et continuera d'évoluer à l'avenir : la révolution est un processus de courte durée, alors que les réajustements qui s'ensuivent sont longs et complexes. Dans ce contexte, la Chine ne peut pas attendre que la situation se soit stabilisée au Moyen-Orient pour intervenir : « La poussière de la première phase s'est déjà déposée, celle de la deuxième phase ne se déposera pas à court terme, (...) la politique chinoise vis-à-vis du Moyen-Orient doit s'habituer à opérer dans la poussière ». Pour Niu, en tant que puissance économique, la Chine influence déjà le Moyen-Orient, et son influence au niveau économique est destinée à croître ; mais, du point de vue de la politique de sécurité, ce sont toujours les États-Unis qui profitent d'une position dominante. L'influence sécuritaire de la Chine demeure limitée en raison de l'absence d'alliés politiques, d'instruments militaires à grande échelle, ou encore de bases militaires. La Look East Policy (向东看, *xiang dong kan*) des principales puissances du Moyen-Orient après les mouvements arabes de 2011, ainsi que l'absence d'un « fardeau colonial » (殖民包袱, *zhimin baofu*) de la Chine dans la région, ou d'alliés ou d'adversaires spécifiques, sont en général des éléments favorables à une

intervention majeure de la Chine au Moyen-Orient.

Néanmoins, jusqu'ici, l'absence d'une stratégie chinoise bien définie vers ces territoires, ainsi que les coûts d'une intervention majeure, représentent encore de fortes limitations, d'après Niu. L'auteur conclut en posant une question, à laquelle il ne donne pas de réponse, mais qui laisse entendre la nécessité urgente d'une prise de position du gouvernement chinois : « S'il n'y a pas d'initiatives dans le domaine sécuritaire et politique, est-ce que les intérêts économiques de la Chine pourront être assurés encore longtemps ? ».